

PARADOXES EN AUTOMNE

RENDEZ-VOUS ÉTAIT PRIS LE 7 SEPTEMBRE 2010. Tout ce qui compte de dirigeants syndicaux, de patrons ou de gouvernants était bien d'accord pour réformer le système des retraites. Mais tout de même, rendez-vous était donné pour ce 7 septembre. Sûrement gris, comme un jour de rentrée, sûrement triste comme un slogan politique.

Un tour de piste de fausse confrontation, comme sait le jouer la démocratie. La rue déborde de monde. L'État n'invite pas ses syndicats autour d'une table. Pourtant une simple table, avec quelques chaises autour aurait suffi aux centrales pour mettre la grève au fond d'un tiroir. Et le mécontentement doit bien aller au-delà pour que la rue continue à se remplir. La réforme ne passe pas.

Et ça continue de manière lancinante.



1 - Les nouvelles règles du jeu sont inscrites dans la législation : réquisitions des grévistes (loi sur la sécurité intérieure du 18 mars 2003), service minimum (21 août 2007), loi sur la représentativité syndicale.

La réforme des systèmes des retraites était inscrite de longue date au calendrier de la restructuration du rapport capital/travail. On entend par restructuration l'affirmation d'un nouveau paradigme, d'une nouvelle donne de l'exploitation et de la production, de l'organisation du travail, de la réorganisation des marchés, de la disparition ou de l'émergence de certains acteurs ; l'affirmation de la forme que doit prendre le pouvoir et l'exercice de la violence de l'État... La crise commencée en 2008 a dans un même temps accentué et clarifié l'antagonisme de classe. Cette réforme s'inscrit dans le mouvement de redéfinition des tâches et des fonctions des différents « partenaires sociaux », initié en France en 1983 et qui tend aussi bien à liquider l'État-Providence qu'à redéfinir les rôles des anciens modes d'organisation du mouvement ouvrier. D'un côté, désengagement de l'État de ses fonctions de reproduction du rapport social capitaliste (santé, éducation, aide sociale, notamment), de l'autre, passage d'un syndicalisme de revendication à un syndicalisme de gestion de la population salariée¹.

Le report de l'âge légal de départ en retraite apparaît, comme revendication du Medef, au printemps 2009, lors des réunions de concertation sur la réforme des régimes de retraite complémentaire (Arcco, Agirc). La position du gouvernement est encore définie par les promesses électorales du candidat Sarkozy, comme il le rappelle lui-même. La comédie qui se joue au début du mois de mai 2010 montre que la crise est passée par là et que ses effets se cumulent avec ceux de la restructuration.

Le nouveau ministre du Travail (Woerth) s'emporte contre le journal *le Monde* du 3 mai 2010 car, dans ses colonnes, on a pu lire que les discussions qui s'ouvrent sur la réforme du régime général des retraites vont

porter sur la modification de l'âge de départ. Il ne s'agit là que d'une rumeur sans fondement, pure invention de journaliste. Quinze jours plus tard, et en l'espace de quarante-huit heures, le président, le secrétaire général de l'UMP, et ce même ministre du Travail annoncent qu'ils ont refait leur calcul, que Mitterrand a commis une erreur en abaissant l'âge de départ à soixante ans en 1983 et que, tout compte fait, ils vont remettre un peu d'ordre là-dedans. Plutôt que de nous étonner de leur cynisme, demandons-nous ce qui a entraîné ce revirement.

Depuis quelque temps les agences de notation laissent planer la menace d'un abaissement de la note de la France (le fameux Aaa, la note maximale), menace renouvelée au printemps 2010. Dans le contexte de renflouement des finances de la Grèce, un décrochage par rapport à la note de l'Allemagne (d'ailleurs pas à l'abri de subir le même sort) aurait eu des répercussions imprévisibles.

Ces agences, qui sont des prestataires de services qui monnayent leur expertise, servent depuis quelques années de paravent au FMI lorsqu'il s'agit de rappeler à l'ordre des États, auxquels il serait malséant d'appliquer un plan de restructuration. La notation a aussi l'avantage de présenter comme un problème technique, conjoncturel, une crise structurelle. N'en déplaise à Alain Minc, qui déclarait la veille de la manifestation du 24 juin 2010 : « *Pour 90% des Français, il n'y a pas eu de crise (...) Cela aurait pu être bien pire, nous aurions pu sombrer dans l'inconnu* ».

L'un des effets directs de la crise sur le financement des retraites est l'abaissement de la masse salariale (- 1,4% en 2009) et la diminution proportionnelle des prélèvements. La crise permettait au gouvernement d'enfoncer le clou, de s'en prendre à un symbole politique : l'âge de départ en retraite. Le calendrier

était établi depuis longtemps et la marge de manœuvre des syndicats bien circonscrite. Le 14 avril 2010, le

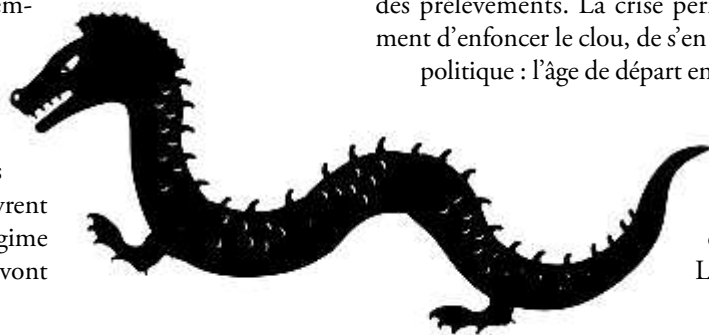
Comité d'observation des retraites avait rendu public un énième rapport dans lequel le relèvement de l'âge de départ en retraite était l'une des solutions proposées pour renflouer les caisses ou du moins pour freiner l'endettement. Pas besoin de chercher plus loin, quels arguments les partenaires sociaux auraient-ils pu opposer à une telle autorité ? Aucun, comme l'a montré la suite.

Lors de l'élection présidentielle de 2007, pour la première fois sous la V^e République, l'annonce des résultats fut suivie de rassemblements et d'échauffourées un peu partout. À l'automne 2007, la grève tant annoncée à la SNCF n'a finalement pas eu lieu. Ou pour le dire autrement, les syndicats ont négocié la sortie de conflit avant que la grève n'ait commencée. En 2003, les grèves et les protestations contre la réforme Fillon étaient restées circonscrites à des secteurs bien précis. En octobre 2010, il y a eu un semblant d'éclatement de cet isolement. Chacun se sentit concerné. Au moins pour exprimer son ras-le-bol. D'où la recherche de formes de luttes dépassant la grève catégorielle. La première journée nationale d'action après la publication du projet de loi est organisée par l'intersyndicale, le 24 juin. A la fin de celle-ci, Chérèque estime que ce sera « la plus grosse manifestation de l'année ».

DE LA REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE

La question des retraites aura été la première question sociale réglée dans le cadre de la loi sur la représentativité d'août 2008. Menée par une intersyndicale – forme initiée en 2006 pour épauler l'UNEF lors du mouvement anti-CPE – au sein de laquelle le poids de la CGT et de la CFDT prédomine, cette mobilisation accompagne autant qu'elle conteste les réformes de l'État.

L'enjeu réel pour les centrales syndicales n'est pas la défense des retraites par répartition, ni le maintien de l'âge légal de départ. Ce qui est en jeu, c'est leur rôle



même de partenaires sociaux. L'attaque d'un symbole (les 60 ans) par le gouvernement les a contraints à sortir des salons feutrés de la négociation. Avec l'ambition évidente de vite y retourner. D'où ce jeu d'équilibriste : à la fois mobiliser, tout en évitant de créer et d'enraciner une confrontation trop vaste ou trop dure. Avec le risque que les manifestants, les grévistes, ne s'en tiennent pas là. Jusqu'à maintenant, le risque n'a été qu'effleuré.

Cette loi d'août 2008, dont l'objet était de redéfinir les conditions de représentativité (un droit irréfugable) et de mettre fin à une anomalie, le fait pour des organismes financés en partie par des fonds publics de ne pas avoir à rendre de comptes aura eu au contraire pour effet de figer le paysage syndical. Sans s'attarder sur des considérations techniques, on peut dire que :

1° deux syndicats se trouvent de fait les seuls interlocuteurs légitimes du gouvernement ;

2° la transparence des comptes est reportée à la nuit des temps (simple obligation de présenter des comptes consolidés et pas de sanctions prévues en cas de non-respect des engagements).

Les règles du jeu ont changé, mais les deux centrales sont, de fait, dépendantes financièrement de l'État et des employeurs. Si ce n'est pas une nouveauté, c'est dorénavant acté par la loi. Ce ne seront en tout cas pas les cotisations des 8 % de salariés syndiqués qui suffiront à maintenir le train de vie de ces bureaucraties. Le rôle de la CGT et de la CFDT se trouve du coup inversé : ils ne portent plus les revendications des salariés auprès des patrons ou des institutions, mais plutôt le contraire. Remarquons en passant que leurs interlocuteurs privilégiés sont autant les représentants de l'État que ceux du patronat. Jean-Christophe Le Duigou, ancien n° 2 de la CGT, confiait au journal *la Croix* du 8 octobre 2007

: « *Nous sommes de plus en plus sollicités, par exemple pour participer au conseil d'orientation des retraites, ou au conseil d'orientation pour l'emploi... sans compter toutes les négociations qui sont en train de s'ouvrir à la demande du chef de l'État.* » Raymond Soubie, l'ancien conseiller du président, lui fait écho trois ans plus tard : « *Les craintes que nous pouvions avoir initialement sur les grèves dans le secteur public ne se sont pas réalisées, en particulier à la SNCF et à la RATP, qui n'ont jamais été paralysées, en particulier grâce au service minimum. Or, ce qui a pu faire reculer les gouvernements par le passé, c'était toujours de tels mouvements. Bien sûr, il y a eu des manifestations d'ampleur, plus fournies qu'en 2003, mais elles n'ont jamais dérapé, grâce aux syndicats, et elles n'ont finalement pas drainé beaucoup de jeunes.*² » La pauvreté des contre-propositions syndicales sur la réforme des retraites n'est que l'affirmation d'une vision commune de la société française.

La question de la pénibilité, derrière laquelle se cache l'inégalité la plus crue – des écarts énormes d'espérance de vie – en est une parfaite illustration : elle est à peine abordée en termes de conditions de travail, toujours d'un point de vue comptable.

Il reste encore des cas pour lesquels porter une revendication sectorielle n'est pas dénué de sens. Les anesthésistes, les salariés de l'hôpital Tenon ou les raffineurs étaient déjà en lutte avant le début du mouvement, sur la base de leurs revendications propres. Les confédérations ne peuvent pas s'absenter si ouvertement, mais sur ce terrain elles laissent se mettre en avant les syndicats « à l'ancienne » (chacun mettra le sigle qu'il voudra selon son expérience). Les dissensions au sein de la CGT, dont le blocage des raffineries est un nouvel épisode après la piteuse lutte pour la régularisation des salariés

sans-papiers ou le soutien – « soft » ou « light » selon son régime – aux licenciés de Continental en 2009, n'y changeront rien. D'un côté, deux grosses sociétés de production, capables de fournir les infrastructures, d'organiser des journées nationales d'action, de l'autre quelques boutiques où le mécontentement trouve encore preneur.

DÉBORDEMENT, COMBATIVITÉ ET TEMPO DU MOUVEMENT

Le 22 avril 2010, Dominique Labbé, politologue spécialisé dans le syndicalisme et les relations professionnelles en France, déclarait au quotidien *20 minutes* : « *La situation est imprévisible. Les syndicats ont peu d'audience, alors s'ils appellent à manifester, on ne peut pas savoir aujourd'hui si le mouvement sera massif ou dérisoire. Toujours est-il que le gouvernement n'a pas intérêt à tout réformer d'un coup : le privé, le public, les modes de financement... Là, il pourrait y avoir beaucoup de mécontents. Mais si c'est le cas, ce sera parce que les gens se sentiront insatisfaits à titre personnel, et non pas parce que les syndicats auront appelé à la contestation.* »

Du 7 septembre au 24 octobre, les manifestants répondent en masse à l'appel de l'intersyndicale. Une telle mobilisation sur une période d'un mois et demi est en soi un événement. Tous ceux qui dirigent effectivement quelque chose dans ce pays (et ceux qui y prétendent) se plaignent depuis un quart de siècle de la faible syndicalisation des salariés français. Il serait paradoxal de leur part de soutenir que cette mobilisation est la simple réponse à l'appel des syndicats. D'ailleurs, les manifestants sont considérés par le pouvoir et par les mercenaires du commentaire un peu comme les abstentionnistes entre les deux tours d'une présidentielle : durs de la feuille, la comprenette difficile. L'équation est pourtant simple : espérance de vie plus grande, plus de retraités, augmentation du coût des retraites. Comme certains n'hésiteront pas à le dire, la pédagogie n'était pas adaptée.



3 - Sur la question de la retraite comme salaire différé, et de la différence finalement peu profonde entre répartition et capitalisation, on peut lire *Mouvement Communiste* dans leur texte « *Mouvement contre la réforme des retraites : tirer un bilan lucide.* » Disponible à : <http://mondialisme.org/pip.php?article1603>

4- « *Onze heures, le centre commercial Créteil-Soleil est évacué. Une centaine de lycéens viennent d'envahir le bâtiment. Pour empêcher les pillages et les dégradations, les rideaux métalliques des commerces se baissent. Les policiers, aidés par une compagnie de CRS, sécurisent le site et ordonnent aux clients de quitter le centre commercial. Dehors, 300 jeunes venus du lycée Gutenberg, à Créteil, défilent en scandant "Liberté". Le cortège passe devant la cour d'une école primaire où des enfants âgés de 7 ans à 8 ans reprennent en chœur : "On veut notre retraite".* » in *le Parisien* 94 du 15 novembre 2010.

5- selon le ministère de l'Intérieur, entre le 12 et le 26 octobre, 72 policiers et gendarmes sont blessés et 2 554 personnes sont interpellées, dont 1 759 sont placées en garde à vue et 360 déférées devant la justice.

Les occasions ne sont pas si nombreuses pour les chômeurs, rsa-istes, travailleurs à mi-temps, intérimaires, précaires, pour tous ceux qui subissent les aléas de l'annualisation du temps de travail (que la gauche par modestie nomme les 35 heures), de tenter de rompre l'isolement qu'implique l'obligation de gagner sa vie dans de telles conditions. La manifestation est aussi le lieu où s'ajoutent et se comptent les mécontentements qui s'expriment habituellement sur les lieux de travail par l'absentéisme, le refus des heures supplémentaires, les recours aux prud'hommes... Si la retraite est le plus petit dénominateur commun des salariés, après tout, ce n'est qu'un salaire différé après exploitation³. Tout le monde comprend rapidement au vue de leurs compositions hétéroclites que les manifestations ne sont pas seulement les traditionnels défilés de salariés. Chêrèque l'exprimera par sa peur de voir entrer en scène les lycéens. C'est la pression des manifestants qui contraint l'intersyndicale à décider d'autres journées d'action alors qu'elle sait bien que le retrait du projet est hors de question. Le seul intérêt pour elle étant de sauver la mise face au gouvernement (elle sait au moins depuis le mois de juin qu'il ne lâchera rien) et face aux manifestants.



Un mouvement en trois temps

On peut définir trois temps dans ce que l'on nomme « mouvement contre la réforme des retraites ». À partir du 7 septembre, la première de la rentrée, mais troisième contre la réforme, jusqu'à la manifestation du 12 octobre, on est dans la temporalité des grandes manifestations, kermesses syndicales ayant pour seul objectif d'affirmer l'incorruptible rôle des partenaires sociaux. C'est une période bâtarde du mouvement. Le seul acteur réel est l'intersyndicale, et *in fine* le couple Chêrèque-Thibault. À ce stade, les centrales souhaitaient achever ce ballet à la fin du mois de septembre. Seulement, l'État ne leur lâche rien qui pourrait ressembler à une quelconque concession. Dans le même temps, la rue ne désemplit pas. Une partie des militants des organisations veulent *y aller*, et les orgas doivent alors les ménager. La contestation se *massifie*, au lieu de s'essouffler. Il n'est plus possible de lui claquer la porte au nez. À partir du 7 octobre, la modalité d'action et d'apparition du mouvement se diversifie. L'exigence d'une grève reconduite s'installe, les lycéens prennent la rue⁴... Bien sûr, la grève dite reconductible fait partie du bluff syndical. Mais le 12 octobre, les manifestations

qui s'ébranlent ne sont plus uniquement des cortèges syndicaux bien gardés. Nombre de groupes sans banderoles, sans drapeaux ou sonos crachotant des slogans font masse. On sent alors l'envie de ne pas en rester là largement partagée⁵.

Les grèves (dans les transports, l'éducation...) ne sont pas en mesure de désorganiser la production. Sauf dans les raffineries qui deviendront l'emblème du mouvement. Et sûrement sa faiblesse. Nulle intention ici de mettre en doute la réelle combativité des salariés des raffineries, ni leurs raisons de se mettre en grève qui ne sont pas toutes liées à la question des retraites ; relevons par exemple que pendant trois semaines le site de Chigrin, à côté de Chambéry, a été bloqué plusieurs fois sans que cela semble attirer beaucoup l'attention et que d'un coup d'un seul toutes les raffineries de France se seraient trouvées bloquées le 12 octobre. Les raffineries du groupe Total étaient en grève depuis le mois de septembre, sauf Grandpuits qui approvisionne en partie l'Île-de-France et qui entra en grève le 12 octobre. Les autres raffineries ne furent en grève que de manière discontinue. Comme le dira un salarié de Grandpuits : « *nous ne voulons pas être le fer de lance du mouvement* ». À défaut, le blocage des raffineries en aura été le drapeau. Le mouvement tardant décidément à s'essouffler, les bureaucrates en seront réduits à compter sur les vacances scolaires pour démobiliser. À ce moment, les parlementaires avaient fini leurs devoirs et le mouvement sur la base de sa revendication – constituer un rapport de force pour inciter les élus à revoir leur copie – ne pouvait pas se poursuivre. Et rien dans les événements des semaines précédentes ne laissait augurer d'une autre issue.

La manifestation du 28 octobre est celle du reflux, le troisième temps du mouvement, commencé quelques jours avant. Le 29 octobre, la CGT remet au boulot les raffineries. À ce moment, les réquisitions font surtout partie de la communication politique, tant le retour à la normale était prévisible dès le début de la semaine. Habilement, les centrales n'appellent pas à finir la grève. Elles continuent d'accompagner le

mouvement, en faisant attention à ce que les actions de blocages restent symboliques. Elles ont bien compris que l'usure sera plus longue que d'habitude. Et c'est la particularité de ce troisième temps. Malgré la défaite et le reflux annoncé, l'envie d'en découdre demeure. À coup sûr, le serpent de mer ressurgira.

Bloquer l'économie c'est bien, la détruire c'est mieux !

Il est significatif que durant le mois de septembre, la mobilisation⁶ se résume aux temps forts de l'intersyndicale – les journées d'actions du 7 et du 23 – et à l'omniprésence de ses stars sur la scène médiatique. Deux manières d'agir qui sont maîtrisées par les états-majors. Autant dans leur capacité d'y apparaître (dans les médias) que dans sa forme. C'est le mode opératoire du politique, maîtrisé par ses spécialistes. Ici, les chefs syndicaux, mais aussi les politiciens et leurs ombres, les journalistes.

Le mode opératoire du nouveau syndicalisme selon Thibault. La manifestation, autant que la grève, est alors réduite à un pur comptage des participants^{6bis}.

Une simple pratique référendaire finalement qui ne dit rien sur la nocivité, la dangerosité, qui doit faire partie du rapport de force. C'est ce qui permettra à Christophe Aguiton, membre d'ATTAC, et l'un des leaders de la lutte des chômeurs de 1998, de déclarer : « *Tout mouvement a ses marqueurs, et pour celui-ci, c'est clairement la manifestation. La grève qui a longtemps été le mode d'expression classique, en gros de 1936 à 1968, a été supplantée depuis quelques années par le défilé. Auparavant la manif n'était pas vraiment bien vue. C'était pour les casseurs, les ouvriers métallus. Aujourd'hui, elle a atteint un degré de légitimité supérieur à la grève.* »

Les médias sont un trompe-l'œil. Les critiquer parce qu'ils mentent, étouffent certaines informations, ou même manipulent, ne suffit pas. C'est un lieu commun d'appeler à la défiance contre eux. La situation devient plus intéressante quand on commence à s'en passer. En 1995, pendant la grève, un journaliste de FR3 intervient en direct durant le journal télévisé pour y faire son compte-rendu. Dans la rue, pour paraître plus proche du terrain qu'en studio. Ce qui fit plaisir ce jour-là, c'est que le journaliste n'en menait pas large. Entouré de grévistes et de manifestants, il ne semblait pas rassuré. Malgré son speech, la foule autour gueulait, au lieu de faire coucou comme d'habitude. La peur se lisait sur son visage, ce soir-là il aurait bien préféré être en studio. Et puis d'un coup plus rien, le jus avait été coupé. L'image revenait au présentateur du JT, décontenancé... on pouvait lire au fond de ses yeux : « *Mais comment est-ce possible ?* » Les manifestants, au lieu de quémander une seconde d'antenne, ou d'infléchir sur la propagande avaient tout simplement coupé court à sa diffusion, à son existence. Voilà la seule attitude que l'on peut avoir avec les médias.

Il importe de se débarrasser du rapport médié, qui ne s' imagine l'activité que représentée, diffusée par un médium. Que ce soit par la presse officielle ou par un média alternatif. *Don't hate the media. Become the media* est une tartuferie bien citoyenne. Finalement, l'efficacité et le sens d'une action, d'un moyen de lutte, se mesureraient

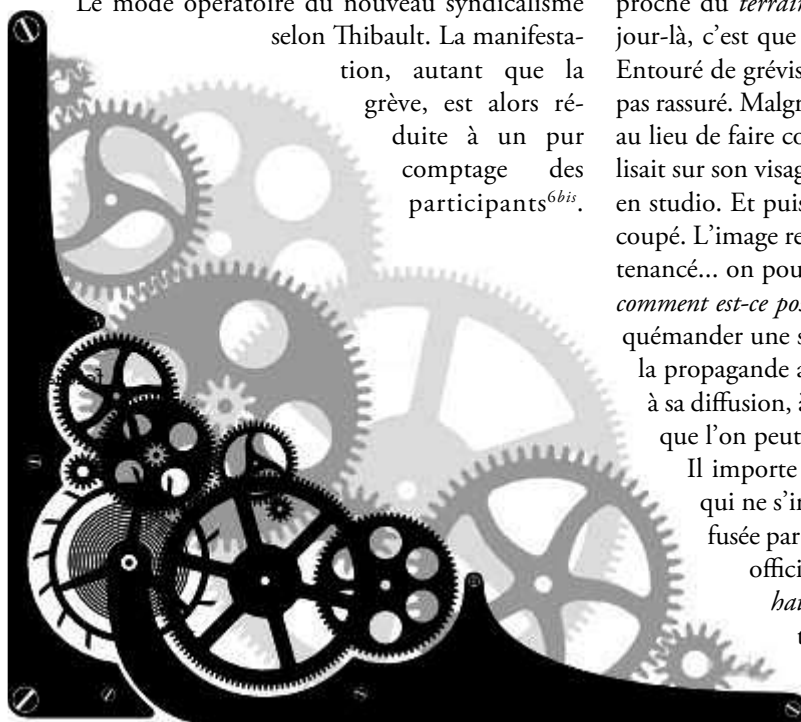
à son audience. C'est le meilleur produit du militantisme : un discours tout trouvé, bien rodé, agrémenté de fenêtres médiatiques (ou d'actions, comme vous voudrez). Spécialisés et expérimentés, la professionnalisation n'est plus très loin.

Lorsque les lycéens s'invitèrent dans la partie, ils initièrent un mode opératoire qui n'était plus seulement celui de la politique. En refusant de monter dans les salles de classe, et en bloquant leurs casernes, ils se retrouvèrent suffisamment nombreux et combattifs pour rester dans la rue et la prendre comme terrain de jeu et de lutte. Une fois dans la rue, la manifestation pouvait prendre autant la forme d'une déambulation que de l'attaque de cibles choisies... Le niveau de violence, le choix des lieux symboliques et pratiques dépendent alors des participants à la manifestation. Autant de leur volonté, de ce qui veut être dit et fait, que de l'évaluation du rapport de force. Au-delà de la forme relativement spontanée, l'action est aussi déterminée par le niveau du mouvement, et chaque jour remise en cause. L'assemblée n'est plus limitée par sa forme amphithéâtrique ; elle s'exprime dans la rue même. Ce mode opératoire répond plus à la dynamique de la lutte des classes et convient vraiment à ce dont a besoin un mouvement. Il donnait sens à l'appel à une grève reconductible qui se profilait tant bien que mal, plus mal que bien comme l'histoire le confirmera.

La violence peut avoir des perspectives démocratiques ou consensuelles, voire porter une revendication. Celle-ci reste un médium qui diffère l'affrontement. Lequel est indéniable, indiscutable, incontournable dans le rapport de classe capitaliste. À Nanterre ou à Lyon, ceux qui attaquèrent la marchandise et l'autorité dirent bien qu'il était vital de ne plus différer la rage et l'envie d'en découdre. Et, nouveauté peut-être, ceux qui croient encore possible de différer leur colère n'avaient pas vraiment d'arguments à opposer à la violence. Ne restait que ces remontrances désespérées, vieille vulgate stalino-démocrate, pour dénicher une provocation policière. Mais pour provoquer, il faut bien mettre le doigt sur une *susceptibilité*.

6 - D'ailleurs, qu'il soit adéquat d'utiliser le terme de « mobilisation » pour décrire la dynamique de cette période en dit long sur sa forme militante, téléguidée et médiatique.

6 bis - À propos du blocage comme substitut à la grève, et pour questionner la grève, et le droit de grève, on peut se référer à *Grève versus blocage* de Léon de Mattis. <http://www.leon-demattis.net/?2011/02/19/65-greve-versus-blocage>



7 - *On bloqué... mais encore ?* De la coordination chômeurs intermittents du travail précaire.

8 - Compte rendu du blocage de Véolia : <http://paris.indymedia.org/spip.php?article3923>

9 - *L'idéologie du blocage, trois lettres* de Peter Vener. On peut trouver ce texte sur : <http://reposito.internetdown.org/analyses/oil.pdf>

10 - *Pétroles : des importations ont contourné les raffineries* in *le Marin* daté du 29 octobre. Cet article est reproduit *in extenso* dans le bulletin *Dans le monde un classe en lutte* de janvier 2011, disponible à : <http://mondialisme.org/spip.php?article1601>

Un peu partout, on a vu naître des assemblées générales inter-professionnelles. Ces assemblées pouvaient chacune relever de réalités toutes différentes. À Paris, l'interpro se réunissant à la Bourse du travail n'était autre qu'une *inter-gauchiste*, rassemblant tout ce qui reste d'autogestionnaires, d'organiseurs de la base et quelques trotskistes auxquels le Parti ou SUD ne suffisent pas. Ailleurs, d'autres ont pu tenter de discuter hors de leur catégorie professionnelle. Mais il serait naïf, ou politique, de n'y voir que cet aspect possible des choses. Dans le mouvement d'octobre 2010, les interpros sont surtout des aveux de faiblesse : là où il n'y a pas la force de tenir une grève, les travailleurs épars (essentiellement profs, cheminots et employés communaux) se regroupent pour pouvoir *faire quelque chose* ou se tenir chaud. À d'autres endroits, c'est l'occasion pour l'intersyndicale de se moderniser et de ratisser plus large. Bien utile quand sa pratique frileuse consistant à se contenter de journées d'action commençant à la mettre sous le feu des critiques.

« Le blocage de l'économie », qui a un peu été la pointe de la radicalité à la fin du mouvement anti-CPE, s'est imposé comme forme d'action dès le début du mouvement d'octobre 2010. Du moins si l'on en reste aux slogans et aux déclarations d'intentions. Cette forme d'action a comme ambition, comme velléité, de dépasser les catégories. Chacun pourrait y participer, en venant sur un piquet, en rejoignant un point de blocage, en prenant rendez-vous dans une assemblée pour une action le lendemain. Elle se pose aussi en acte radical, on bloque l'économie, on bloque. Et voilà.

Les blocages se différencient les uns des autres d'abord par leur forme. Si le blocage paraît avoir comme objectif de désorganiser l'économie, il n'en est pas toujours ainsi dans les intentions des organisateurs. Beaucoup ont été symboliques, par la main-mise des bureaucrates, qui lèvent le camp le plus tôt possible, en arguant de ne pas « *épuiser les troupes* », comme le rapporte des chômeurs intermittents du travail⁷.



Ou par manque de force, comme le 2 novembre à la Plaine-Saint-Denis devant Véolia⁸. Sur les raffineries, un appel a été lancé pour que la population rejoigne les piquets. Mais pour autant, le blocage était déjà négocié entre les syndicats et la direction. Blocage oui, mais pas touche aux oléoducs, là où réside vraiment un point névralgique pour des grandes entreprises. Et puis certains camions peuvent entrer ou sortir. On ne sait pas trop pourquoi. Quand trop de monde se rassemblera devant la raffinerie à Grandpuits, les syndicalistes enverront cette foule manifester dans un village désert. Histoire de calmer ce qu'ils appellent *les troupes*...

La pénurie aux stations d'essence, sur laquelle Total et consorts ont pu spéculer, a malheureusement été fort peu déstabilisatrice pour l'économie. Et pas seulement parce que la grève n'a pas duré assez longtemps. Les raffineries n'ont pas été totalement coupées, comme le note Peter Vener : « *En réalité, les syndicalistes ont appliqué au pied de la lettre les prétendues consignes de sécurité, signées depuis longtemps avec les industriels de la*

pétrochimie et l'État, à savoir que les raffineries ne sont jamais totalement mises à l'arrêt, mais plutôt mises en veille, ce qui facilite leur redémarrage rapide. » Et malgré les grands ports bloqués, les livraisons de carburant ont pu tant bien que mal continuer. Comme on peut le comprendre à la lecture de l'article du journal *le Marin* du 29 octobre¹⁰, la logistique de remplacement a montré une efficacité une capacité d'adaptation impressionnante. Ainsi pendant que les grands ports étaient bloqués, la plupart des navires furent acheminés sur des dépôts côtiers de moindre envergure. Et là, aucun préavis de grève ne semblait bloquer quoi que ce soit. Et que les centrales n'aient pas cherché à rendre plus effectif le blocage des ports et des raffineries ne doit surprendre personne. Un bras de fer médiatique leur suffisait *bien* largement.

Nous ne surévaluons pas le rôle joué par les syndicats, bien au contraire : nous pensons que la généralisation de la pratique du blocage exprime à la fois que la combativité du mouvement ne pouvait pas être confinée dans les manifs et que, si elle ne remettait pas explicitement en

cause la revendication, elle se fichait aussi pas mal de considérations stratégiques. Dit autrement : qu'elle ne refusait pas que ses actes la mettent en contradiction avec la revendication. Le blocage a permis à des prolétaires de lutter en dehors de leur temps de travail, sans perte de salaire. Cette tendance se retrouve sur tout le territoire, elle exprime une forme de détermination et l'envie d'en découdre.

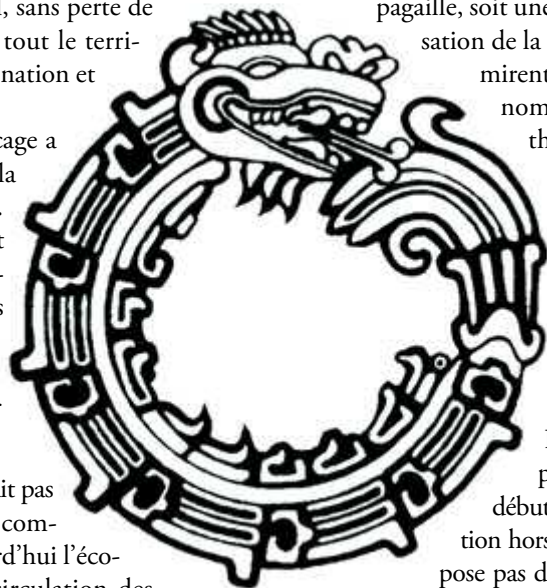
La généralisation de la pratique du blocage a exprimé le passage de la protestation à la lutte ouverte comme substitut à la grève. L'habileté des bureaucrates a été – ils ont une longue expérience – de ne pas s'opposer frontalement à cette tendance, mais au contraire de placer leurs propres troupes, non pas aux endroits les plus exposés, mais là où elles pouvaient se voir le mieux.

Le blocage s'est imposé là où la grève n'était pas efficace. L'idée du blocage découle de la compréhension que l'on a de ce qu'est aujourd'hui l'économie capitaliste. Elle s'attaque à la circulation des marchandises (les plates-formes de la grande distribution par exemple), mais laisse en suspens la question de la production. C'est là une limite de ce mouvement : on peut considérer le blocage avec pragmatisme (on fait ce qu'on peut), et dans ce cas on produit au mieux un nouveau rapport de force. C'est la plus haute ambition du mouvement revendicatif. Mais on ne dit rien de plus que « meilleur partage des richesses », sans se poser la question de savoir quelle est cette richesse, qu'est ce qui la constitue. Et qu'est-ce qu'une production ?

L'appel au blocage de l'économie, repris aussi bien par des activistes que par des syndicalistes, ne peut être la panacée. La théorie qui défend que s'attaquer aux flux soit suffisant pour désorganiser, partiellement ou définitivement, le capitalisme (ou la société pour ceux qui ne prononcent même pas le mot de capital) a été réfutée par les faits. La dynamique et l'organisation du capital ne dépendent pas d'un centre avec des périphéries plus ou moins tentaculaires. Le capital est doté de mul-

tiples centres névralgiques. Si on l'en coupe un, il est soit remplacé, soit contourné. Le nuage volcanique du printemps 2010, ou les chutes de neige du mercredi 8 décembre 2010, ont pu semer soit une réelle pagaille, soit une partielle désorganisation de la production, mais ne

mirent pas en danger l'économie capitaliste. Cette théorie omet le fait que le capitalisme est avant tout un rapport social. Et que c'est de ce point de vue que le capital doit être attaqué.



Bloquer l'économie peut être un bon début pour créer une situation hors-norme. Mais elle ne pose pas de perspective en tant que telle. Bloquer l'économie pourquoi ?

Pour demander son amélioration ? Pour quémander une place en son sein ? Le blocage ne dit rien sur l'évidente nécessité de détruire, de se passer de l'économie. On peut noter avec ironie qu'un moment de destruction, comme lorsque le centre-ville de Lyon le 15 octobre, est l'objet de quelques pillages, fermé au « public », pour n'être que le théâtre d'affrontements entre émeutiers et policiers, est un des rares exemples de blocage *vraiment* effectifs lors du mouvement d'octobre.

Dans ce mouvement se sont juxtaposés autant des formes différentes, voire contradictoires et des perspectives qui n'ont pas grand-chose en commun. De la stratégie des journées d'actions/manifestations, propriété de l'intersyndicale¹¹, aux blocages et piquets volants, aux affrontements de rue et aux grèves qui ne se sont pas généralisées. Aujourd'hui, les formes de lutte ne sont pas garantes d'un quelconque contenu. Pour prendre un exemple, autant la pratique du piquet volant peut être une force du mouvement, donnant la possi-

bilité à tout le monde d'y participer, rendant les modalités d'action à ceux qui y participent. Chaque piquet volant pouvant déterminer son champ d'action, ses objectifs. Autant il peut juste servir de main-d'œuvre à des syndicalistes en mal de troupes, comme on l'a vu sur certaines raffineries. Autant il ne peut être qu'une nouvelle forme de la politique citoyenne, le piquet volant n'étant alors qu'un groupe d'individus marquant son *soutien*. Recherchant comme seul contenu que *d'améliorer les choses*. Force est de constater qu'il est impossible de trancher entre l'une ou l'autre des tendances. Plus précisément, elles se sont toutes juxtaposées, sans jamais se confronter parce que la revendication consensuelle ne fut jamais critiquée. Et inversement.

DU MOUVEMENT ET DE LA CLASSE EN MOUVEMENT

Il fut un temps, dont les moins de 20 ans peuvent prendre connaissance, où l'anathème *mouvementisme*¹² était jeté par les militants d'organisations à l'encontre de ceux qui ne suivaient pas leur ligne politique. Ce qui importe n'est pas de recomposer des clans, mais de comprendre ce que cette partition sémantique voulait définir. Cette critique de l'Organisation – quelle que soit son programme – est qu'elle se retrouve toujours à se défendre pour elle-même, et que ses perspectives se limitent à son propre développement. Dénigrant et abandonnant toute idée de programme, la critique des organisations voyait dans le mouvement – encore à définir – le lieu du débat et de la confrontation. L'endroit où se définissent les perspectives pour l'émancipation, où se trouvent les capacités de la lutte. Le moment où se joue la rupture¹³ avec les revendications, avec les aménagements quémandés à l'État, et la possibilité de transformation sociale, l'explosion des rapports sociaux. Un point de non-retour à la normale.

On entend plutôt aujourd'hui mouvementisme comme une posture suiviste de tout ce qui bouge, sans contenu ni perspective. Ce qui s'apparente aussi à l'activisme, ou aux activités militantes. Du coup un nouveau terme – mouvementisme – pour désigner un travers, une dé-

11 - Cette même stratégie utilisée en 2009 face à la crise. Qui mena tout autant à l'échec. Alors que des usines étaient occupées, des cadres et des patrons séquestrés, année de la révolte contre la vie chère, contre la *pwofitsyon*, aux Antilles. Cette forme canalisa les combativités. C'est une forme qui restreint au politique les combativités sociales. Un rapport citoyen à la lutte, avec comme ultime perspective les rendez-vous électoraux.

12 - Pour l'étymologie ce terme se rapporte aussi au courant de l'autonomie, venu d'Italie. Ce courant de l'autonomie, en France, qui rêvait de fonder le grand parti de l'Autonomie. On peut se référer à la revue *Camarades*, et à l'intellectuel Moulrier-Boutang, par exemple. Au début des années 90, ce courant n'existe plus, sauf sa résurgence sous forme groupusculaire à travers le collectif Cargo.

13 - Certains utilisèrent le terme de rupturiste, pour désigner cette recherche dans la lutte, face à l'ambivalence de chaque mouvement entre réformisme, intégrant les revendications pour améliorer la gestion du capital, ou de basculer dans l'affrontement qui détruirait l'État et le capital. Ce terme tomba rapidement en désuétude.

14 - In *l'aveuglement des impasses* : <http://paris.indymedia.org/spip.php?article3671>

15 - On pourrait parler tout aussi bien de guerre de classe ou de guerre sociale. L'un ou l'autre de ces vocables peut convenir, sauf si c'est le rabâcher pour gonfler virtuellement la compréhension du rapport de force.

16 - Par emploi protégé il ne faut pas entendre CDI. Les CDI représentent la majorité des contrats de travail en France, ceci n'empêche pas des conditions accrues d'exploitation, harcèlement, chantage aux licenciements... Les suicides à France Télécom concernent des salariés en CDI, beaucoup d'enseignes Macdonald utilisent des CDI.

17 - C'est le principe de salaire différé qu'est en fait la retraite par répartition.

générescence ou une pratique déjà connue, définie et critiquée... n'amène pas grand-chose aux débats. Finalement, on se recolle l'étiquette de mouvementiste ou d'activiste, sans trop de but, sauf celui d'affirmer que l'on a la meilleure recette. Misère du militantisme.

Quoi qu'il en soit, ce qui importe, c'est de tordre le cou aux idéologies. L'assemblée générale ou le fameux « mouvement social » ne sont pas une fin en soi. Ou alors la situation est déjà sclérosée. Un tract, un journal, une assemblée, manifester, briser des vitrines sont des moyens, des outils. Sinon on est dans la fétichisation. Un hochet militant, maintes fois utilisé et surinterprété, mais finalement dénué de sens. On en vient, comme le notait un électron libre et enragé pendant le mouvement, à « omettre le rapport social qu'est le capital et penser que les choses pourraient changer radicalement et durablement "simplement" à travers une comptabilité des coups donnés au camp adverse¹⁴ ».

Loin de nous l'idée ici de proposer quelque *alternative* que ce soit, des manières différentes de vivre qui pourraient nous sortir du rapport social capitaliste. Mais essayons de comprendre ce que l'on entend par mouvement, ou mouvement social. Dans le langage médiatique, « mouvement social » désigne généralement des journées d'actions, avec défilés massifs, encadrés par les syndicats ou les organisations de gauche. Les revendications sont raisonnables et portées par des leaders le plus souvent syndicaux. Ce mouvement social va de pair avec un dialogue social, avec l'État et quelques représentants du patronat s'entend. Son élargissement n'est pensé qu'en terme de participation citoyenne. Le mouvement social concerne alors essentielle-

ment le monde du travail. Ou comment définir ce qui rendrait l'exploitation momentanément acceptable. Pour qu'elle le soit, il faut accepter d'avaloir des couleuvres. Et c'est le danger intrinsèque du mouvement social. Que la couleuvre ne passe pas, et que le mouvement déborde le cadre initial.

Ce que nous nommons mouvement, c'est la dynamique même de la lutte des classes¹⁵. Un rapport de force permanent et fluctuant, traversé par le contexte historique, social, les expériences des luttes, les forces humaines...

DU CITOYEN, DE LA DÉMOCRATIE ET TUTTI QUANTI

Derrière le consensus apparent de la défense des retraites, c'est aussi la défense et la croyance dans le vieux modèle fordiste qui s'agitait. Pourtant, son procès de production et de partage des richesses a été liquidé. Nous sommes à la fin d'un moment historique, au regard de ces trente dernières années. De ce point de vue, les jeux sont faits.

Car, qui peut encore croire défendre sa retraite aujourd'hui. Avec quarante années d'annuités, il faut avoir un emploi protégé¹⁶, une carrière commencée tôt. Une condition qui s'apparente de plus en plus à celle de di-

nosaires au sein des travailleurs. C'est cette catégorie qui était dans la rue dans les premières manifestations de juin et de septembre. Ceux pour qui le deal d'une carrière longue, avec un boulot plus ou moins difficile et payé juste de quoi être un consommateur moyen, passait par une mise à l'abri socialement. Mise à l'abri de la jungle de la concurrence du marché du travail, mise à l'abri avec l'assurance de garder, tant bien que mal, un niveau de vie acceptable après sa carrière¹⁷. Ce deal était rompu, ne serait-ce qu'en rajoutant deux ans de labeur. Dans ces premières manifestations se retrouvait aussi la fraction la moins riche de « la classe moyenne ». Celle pour qui il serait possible de s'assurer une retraite par capitalisation, mais qui y perdrait tout de même.

Si le mouvement a continué, dépassant le cycle des manifestations-défilés, c'est parce que cette défense d'un *statu quo* s'est elle-même mue en une critique plus profonde. Pour beaucoup, la retraite n'est plus un horizon, aussi lointain soit-il. Des formes de travail beaucoup plus atomisées, avec des plages sans revenus, des tafs non déclarés, des solutions de débrouilles quelconques, etc. Les quarante annuités, c'est une condamnation au travail à perpétuité. Et puis la mise en concurrence permanente, le trop peu pour survivre, pousse à ne pas voir plus loin que le jour même.

Pourtant, une grande partie de ceux pour qui la retraite rimera sûrement avec minimum vieillesse était dans la rue, sur les piquets, les blocages. C'est que la critique ne portait pas simplement sur ces deux années supplémentaires, mais sur nos vies entières coincées entre le travail et la survie. En écho aux prolétaires qui la même année en Grèce ont affronté dans la rue l'État et le plan d'austérité. En cessant de se demander si leur *realpolitik* correspond au deal économique en cours. Simplement parce que ce n'est pas possible de s'en prendre encore plus dans la gueule.

Nul doute que parmi les manifestants, nombreux sont ceux qui adhèrent à la revendication. Ceux qui la veulent leur retraite ; et aux conditions initialement prévues dans le contrat. Le consensus apparent sur la





défense des retraites recouvre des intérêts contradictoires. Les motivations de ceux qui espèrent encore obtenir quelque chose du vieil État-Providence s'opposent à celles de la plupart des manifestants, pour lesquels les difficultés du présent font de

la retraite même un mirage. Sans chercher à ajouter un grain de sel à la littérature portant sur la question, il faut bien ici dire un mot de la classe moyenne.

Il est dans la nature même de la classe moyenne de prospérer quand le bâtiment va et de s'appauvrir dans les périodes de crise, et la crise nous y sommes. Perte de la sécurité de l'emploi, nouvelle répartition « des fruits de la croissance », remise en cause des systèmes de soins, la liste n'est pas exhaustive, nous sommes à la fin d'un moment historique, la crainte de sombrer dans l'inconnu est bien présente. Cette peur de l'inconnu est, aujourd'hui, le dernier fonds de commerce de la représentation politique, l'essence avec laquelle on se rend aux urnes.

Même si les partis de gauche ont pu se pavaner ou s'encanailler dans les manifestations, il n'est pas dit qu'ils puissent retirer les marrons du feu. L'alternance du pouvoir ne semble plus être une réponse aux questions qui se posent aujourd'hui. L'antisarkozysme n'a pas pollué tant que ça le mouvement, car il ne peut être porté que par ceux qui pensent que 2012 puisse être un quelconque rendez-vous. Malgré le flot incontournable de communication que suscite les élections, cette évidence n'en n'est plus une. Quand Nicolas Sarkozy s'interroge « *Et est-ce que vous pensez qu'ils [les concitoyens] nous féliciteraient tous si nous devions faire la quête sur les marchés internationaux ? Si notre note était dégradée ?*¹⁸ », c'est un aveu de faiblesse. La dynamique du capitalisme a singulièrement réduit les marges de manœuvre du politique. Chacun peut constater aujourd'hui que la reproduction

du rapport social capitaliste ne peut qu'entraîner une dégradation des conditions de vie. Cette situation détermine les raisons, la constitution et les perspectives des mouvements de résistance et de révolte, et les formes que peut prendre la revendication.

Il se peut même qu'il n'y ait vraiment rien à négocier. D'où la nécessité réelle pour les partenaires sociaux de se fondre dans l'appareil d'État. Leur rôle n'étant plus simplement assuré par la représentation des travailleurs. Le *style* de Sarkozy, n'est pas la victoire d'un camp contre un autre. C'est le style qui sied à l'époque. Celui qui convient quand la marchandise est frelatée ou quand les stocks sont épuisés.

Il est vrai que les partis semblent enfin désertés, que les syndicats tiennent pour acquis leur rôle de partenaires dans le procès capitaliste indépendamment du nombre de leurs adhérents.

Force est de constater que *la base* est l'objet d'incantations, pour asseoir son propre discours.

Des états-majors qui affirmeront sans peine que *c'est la base qui le veut*, aux autogestionnaires qui verront toujours dans *la base* une pureté sûrement à nouveau trahie.

Il est plus important de comprendre ce que produisent et expriment les classes, au-delà des discours. Une chose est sûre, les contorsions des syndicats, la course effrénée pour finir le mouvement à peine commencé est dû à l'obsession légitime que rien ne leur échappe. Une grève qui s'éternise, un mouvement qui se durcit, un blocage qui devient effectif, un affrontement qui ne se diffère pas semblent être autant de marques d'une situation qui échapperait à leur contrôle. D'où le rôle d'équilibriste des centrales, cette fois-ci encore parfaitement maîtrisé, pour maintenir le

contact avec ses militants, dans une période où ceux-ci semblaient *vouloir y aller*¹⁹. Bien qu'il ne soit pas dit pour aller où. Mais cette incertitude est déjà de trop pour les gestionnaires. En cela, syndicats, État et patronat se rejoignent parfaitement²⁰. Une chose est sûre dans le cas d'un mouvement qui s'enracinerait, et donc qui s'étendrait et se radicaliserait, la CGT implorerait, tout simplement. On imagine l'angoisse dans les couloirs de la porte de Montreuil et dans ceux du pouvoir.

Plus encore, si à Lyon le GIPN a encerclé place Bellecour, parquant littéralement les lycéens qui s'y trouvaient ; ce n'est pas tant par *peur du jeune*, mais bien par celle de devoir compter avec des manifestants qui ne sont pas encadrés.



Le mouvement passé, un sentiment étrange s'en dégage. L'État a pu faire la réforme qu'il voulait, sans en modifier quoi que ce soit de notable. Les syndicats ne peuvent pas se saisir d'un quelconque os à ronger, qui pourrait être présenté comme une victoire ou une semi-victoire. Et ce n'est pas un sentiment de défaite qui domine. La confirmation que se contenter du jeu syndical et politique ne pouvait déboucher que sur du vent. Les dynamiques à l'intérieur du mouvement qui allaient au-delà du consensus de la revendication, comme les questions de la survie, ou du rapport à l'exploitation,

ne sont jamais apparues comme telles. Sans avoir rien arraché, le mouvement s'est éteint sans être défait. S'il n'a pas su continuer, c'est persuadé que la rue reprendra l'initiative que l'on a vu un semblant de normalité refaire surface.

18 - Discours de Nicolas Sarkozy devant le congrès des maires de France le 24 novembre 2010 à propos de la confirmation de la note triple A.

19 - On parle ici des militants de la CGT et dans une moindre mesure de la CFDT, ceux de la CGC n'indiquent pas grand-chose au sein de ce propos. On peut se référer aux appels à la grève générale qui datent de l'été 2010, cf <http://www.7septembre2010.fr/page/9>

20 - Marcel Grignard, secrétaire général adjoint de la CFDT, dut lui-même remarquer que « *Avec un cynisme incroyable, ce gouvernement a compté sur le sens des responsabilités des syndicats !* ».

ON A JONGLÉ AVEC LES PARADOXES DURANT CET AUTOMNE 2010. Par exemple, l'espoir que l'addition des manifestations suffirait à faire retirer le projet de réforme a coexisté avec la conscience qu'il faudrait aller bien plus loin pour arracher quoi que ce soit. La certitude que peu de manifestants croient que la satisfaction de la revendication est possible et même l'intime conviction que beaucoup s'en foutent complètement.

Des enseignements sont à tirer de cette période. Des confirmations aussi. Dorénavant, les syndicats ne sont plus les représentants des travailleurs auprès des institutions – ils ne portent réellement plus de revendications – mais plutôt *les représentants des institutions auprès des travailleurs*. Ce qui peut encore séduire dans les pratiques de ces bureaucraties, c'est leur capacité à regrouper ceux que le capital oblige à entrer en conflit et ceux qui ne demandent rien. Ils ont encore ce pouvoir de représenter une force qui ne s'est pas encore suffisamment employée pour avoir confiance en elle.

Autre chose, *la* ou *le* politique est voué à l'échec. Le jeu des représentations n'est plus que le hochet de la classe moyenne. La pauvreté des slogans annonce la fin de la représentation politique – non seulement comme mise en scène d'un désir qui pourrait être faussement réalisé – mais bien mieux, comme une chose inutile parce qu'elle n'a visiblement plus les moyens de tenir la moindre promesse.

Ce qu'il reste ? La nécessité de maintenir le climat le plus propice au business. C'est la seule fonction de l'État. Et le seul souci de la bourgeoisie. Sans alternative, ni aménagement possible, le seul objet réel de la lutte est alors la destruction du capital comme rapport social. Et le saut dans l'inconnu.

